

règlement des litiges dans laquelle les deux pays auront également voix au chapitre.

● (1240)

Voilà six mois que le premier ministre a signalé à la Chambre que le gouvernement comptait conclure un accord commercial bilatéral avec les États-Unis. Les députés d'opposition s'y sont opposés de façon énergique. Malgré toutes leurs protestations et leurs plaintes, ils ont échoué dans leur entreprise. Ils n'ont pas réussi à proposer une autre solution pratique, car ils n'en ont pas. En effet, pour les Canadiens, la position du parti libéral n'est toujours pas très claire. Son critique pour les Affaires extérieures dit qu'il approuve les recommandations de la Commission MacDonald selon lesquelles les Canadiens doivent négocier un accord commercial global avec les États-Unis. Cependant, son critique pour les questions commerciales n'est pas d'accord. Qui sait ce que pense le chef de l'opposition de cette question d'importance vitale? Je suppose qu'il nous le dira un jour. Quand aux députés néo-démocrates, ils semblent pencher pour une politique de forte ingérence gouvernementale dans l'économie, de nationalisation de certaines industries, de planification centrale, de contrôle des importations, des prix et des changes—une politique de barrière économiques, qui nous isolerait du reste du monde. Elle nuirait à nos échanges avec les autres pays et mettrait de nombreux Canadiens au chômage. Une politique semblable n'a jamais donné de résultat par le passé et elle serait catastrophique aujourd'hui dans un monde où les pays sont de plus en plus liés entre eux par le commerce et les investissements. Le dirigisme économique répugne à une majorité de Canadiens à l'heure actuelle.

Enfin, je voudrais répéter pour la gouverne des députés d'en face que le gouvernement a pris une importante initiative en vue de négocier un meilleur cadre pour nos relations commerciales avec les États-Unis. Si les députés se préoccupent vraiment des bûcherons et des sylviculteurs, ils accorderont leur appui à cette importante initiative.

Des voix: Bravo!

M. Fulton: Monsieur le Président, j'ignore qui a écrit le discours du ministre, mais je l'ai trouvé aussi naïf que dégoûtant. On aurait dit un assemblage de coupures de journaux. Je m'attendais à mieux. Tandis que le ministre le lisait, j'ai constaté avec étonnement qu'il n'avait rien à dire de son propre cru. J'aurais pu dire qu'il n'avait nullement écouté les remarques des députés de ce côté-ci de la Chambre. J'ai fait mon discours en croyant servir l'intérêt bien compris des Canadiens et espérant obtenir le soutien de tous les partis en vue d'agir aux États-Unis. Je ne crois pas que le ministre comprenne vraiment ce qu'il vient de lire.

Il a affirmé n'avoir aucune relation directe, diplomatique ou autre, si ce n'est avec le gouvernement des États-Unis. J'ai assisté à une réunion à Vancouver où le ministre avait offert de proposer des amendements à un projet de loi présenté au Congrès. J'ai lu le document transmis aux États-Unis. Il portait sur la manutention et le transport. Il n'y était pas question du problème qui préoccupe vraiment les républicains et les démocrates au Sénat et à la Chambre des représentants des États-Unis. Il s'agit là d'une question politique de base puisqu'ils s'inquiètent de l'importance de la pénétration et ils veulent procurer du travail à leurs concitoyens. Ils ont laissé

Les subsides

tomber la question des droits de coupe et des subventions. Le ministre est probablement au courant des conséquences pour la Colombie-Britannique de l'article sur l'offre par concurrence et les règles concernant les droits d'enlèvement dans le document HR-2451.

Ne conviendra-t-il pas qu'il est grand temps d'envoyer une importante délégation de Canadiens bien informés dans les régions des États-Unis où circule sans cesse une information incorrecte, trompeuse et parfois fautive à ce sujet, et de s'occuper des deux millions d'Américains qui produisent des denrées vendues sur le marché canadien? Nous savons pourquoi les journaux américains publient ce genre d'éditoriaux. Environ 57 p. 100 du papier journal utilisé là-bas provient du Canada. Ils vont naturellement protéger leurs propres intérêts acquis, d'une valeur de 3.4 milliards de dollars l'an dernier, dans le papier journal canadien. Nous savons pourquoi les entrepreneurs en construction résidentielle continuent d'appuyer publiquement le SPF canadien. C'est parce qu'ils l'obtiennent à un prix compétitif et qu'ils savent que c'est un matériau de construction de toute première qualité.

Nous ne savons pas nous y prendre, en tant que Parlement et en tant que pays, comme les membres du Sénat américain et de la Chambre des représentants sont disposés à le faire. Je veux parler de l'éveil politique des masses au problème. Si le ministre ne veut pas donner suite à ce que je propose aujourd'hui à la Chambre, je voudrais entendre ce qu'il a lui-même à proposer. Ce n'est pas en continuant d'aller faire des instances à Washington, de même que par l'entremise de nos treize délégations commerciales fédérales et de nos délégations commerciales provinciales aux États-Unis que nous allons sensibiliser le peuple américain au problème ni toucher politiquement les républicains et les démocrates avant qu'ils n'adoptent chez eux un projet de loi protectionniste. Le ministre conviendra, je crois, qu'il nous faudra présenter comme M. Sam Gibbons un projet de loi du genre HR-2451, qui vise aussi divers autres produits tels que le gaz naturel. Toutefois, le gouvernement ne s'occupe pas de la question et je trouve incroyable que le ministre prononce une allocution aussi mauvaise...

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Kelleher: Monsieur le Président, en réponse au député, je lui signalerai que ni moi ni aucun autre ministériel n'avons jamais offert ou donné à M. Gibbons et au Congrès des amendements indicatifs à son projet de loi. En fait, ce que nous lui avons présenté, c'était un examen critique du texte, dans lequel nous disions fort clairement que, dans sa forme actuelle, le gouvernement canadien le juge inadmissible. Je suis persuadé que le député de Skeena le trouverait lui-même inadmissible.

Je dirai également que le député n'est peut-être pas au courant de ce qui est survenu lors de notre dernière rencontre à Washington. Je tiens à l'informer directement que les Américains n'ont pas renoncé à leur prétention au sujet de nos procédés de valorisation des coupes ni à leur prétention que notre industrie est subventionnée. Je tiens à ce que le député sache que ces deux prétentions des Américains ont la vie fort dure.

J'ajouterai que nous cherchons d'ailleurs à faire quelque chose. J'ai déjà énuméré au profit du député et de certains de ses collègues de l'opposition les nombreuses rencontres que